

Samedi 26 Septembre 2015

BEAUMONT-LÈS-VALENCE

Le financement du centre intercommunal de prévention au centre du conseil municipal

Le maire et ses élus ont tenu, mercredi soir, leur conseil municipal de rentrée.

Avec un ordre du jour plutôt chargé, la séance aura finalement duré plus de deux heures.

Le Département stoppe le financement

Outre le suivi de plusieurs affaires, le maire Patrick Prelon s'est notamment exprimé sur deux questions posées par le groupe d'opposition.

La première concerne le centre intercommunal de prévention contre la délinquance (Cipd).

En effet, le Conseil Départemental a décidé d'ar-

réter de le financer à partir du 1^{er} janvier 2016. Une situation délicate pour l'association qui sans cette aide, ne peut exister. D'autant plus que parmi les 4 communes d'adhérentes, aucune d'entre elles ne compte de quartiers sensibles pouvant justifier de nouveaux financements.

Le Cipd devient un observatoire...

Le Cipd ne sera pas pour autant dissout. Il deviendra, dès la prochaine rentrée, un observatoire de la délinquance.

Le maire a proposé la rédaction d'un vœu qui reprendra le regret émis par

la commune de voir la disparition des financements du département sur la prévention spécialisée.

Celui-ci a été voté à l'unanimité et sera validé par l'opposition.

L'accueil des réfugiés de Syrie : oui, mais...

L'autre question portait sur l'accueil des réfugiés venant de Syrie en France.

Patrick Prelon a tenu à affirmer que la commune souhaitait intégrer le dispositif d'accueil des migrants.

Néanmoins, la commune ne dispose pas de bâtiments ou locaux pouvant accueillir des réfugiés pendant les délais d'ins-

truction de demandes d'asile.

Un appartement T1 mis à disposition

Néanmoins, un appartement T1 situé au-dessus des locaux de l'opposition sera tout de même mis à disposition. De plus, deux familles se sont proposées pour accueillir des migrants.

Le maire va appeler ces familles pour leur demander si elles acceptent que leurs propositions soient remontées au Diocèse Protestant Drôme Ardèche qui va prendre en charge pour l'état des logements et accueils de particuliers sur notre territoire.